

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)

« Au nom des centaines de nos militants tombés dans la lutte, assassinés ou déportés, nous réclamons le droit immédiat à la parole. Nous ne nous laisserons pas baillonner. Nous demandons aux ouvriers dans les usines de faire des pétitions et des résolutions pour que soit autorisé sans aucun délai le seul journal qui parle de leurs luttes, le seul journal qui défende les Comités d'usines, le seul journal qui mène le combat pour la victoire prolétarienne.

Vive la liberté de la presse ! »

LIBERTÉ DE LA PRESSE !

La IV^e République proclamant la liberté de la presse, La Vérité a demandé à en bénéficier, au nom de plus de quatre ans de lutte sous la dictature de Pétain et d'Hitler.

Le bureau de la Fédération de la presse, comme le Ministère, commencèrent par reconnaître « que le journal La Vérité remplissait toutes les conditions exigées par la Fédération de la presse clandestine pour paraître de plein droit ».

Mais bientôt, à notre demande de hâter les formalités d'autorisation, le bureau de la Fédération de la presse nous répondait ainsi :

Le 18 Septembre 1944.

Monsieur le Directeur,

Vous avez bien voulu me demander d'intervenir auprès de M. le Ministre de l'Information en vue de hâter la réponse à votre demande de parution du journal La Vérité.

Le bureau de la Fédération, saisi de cette demande, m'a chargé de recueillir des renseignements pour savoir si vos diverses publications clandestines ont été des publications « résistantes », c'est-à-dire menant campagne en faveur de la France et de ses alliés, l'Angleterre, l'U.R.S.S., les Etats-Unis, la République de Chine, etc...

Je vous serais reconnaissant, si vous insistiez sur la démarche que vous m'avez demandée, de bien vouloir me fournir une documentation sur ce point.

Veuillez agréer, etc...

Pour le bureau de la F.N.P.F.

Le Président,

A. BAYET.

Notre réponse :

Monsieur le Président,

Lorsque voilà près de trois semaines, nous avons demandé l'autorisation de paraître pour notre organe central La Vérité, vous-même comme les Services responsables du

Ministère de l'Information, vous nous avez confirmé qu'ainsi que nous le pensions, cette parution allait de soi en vertu de la lutte menée par nous dans la clandestinité. Vous avez alors convenu que nous ne pouvions pas rester plus longtemps privés du droit de nous exprimer et vous avez bien voulu préciser dans une note à M. le Ministre de l'Information que notre journal remplissait toutes les conditions exigées par la Fédération de la Presse clandestine pour paraître de plein droit.

Pendant plus de quinze jours, nous avons été traités de bureau en bureau, asphyxiés par la procédure administrative. Comme nous nous refusions à paraître sans autorisation, notre journal, que nous faisons paraître tous les quinze jours sous la dictature de Hitler, grâce au dévouement de nos militants, et au prix de centaines d'arrestations, s'est trouvé brusquement réduit au silence. Ainsi, la liberté de la presse n'était pour nous le silence forcé. C'est pourquoi nous sommes intervenus auprès de vous pour vous demander de hâter la procédure administrative afin que la liberté de la presse ne reste pas un vain mot.

La réponse que vous nous avez fait parvenir au nom du bureau de la Fédération contraste tellement avec votre attitude antérieure, qu'il est impossible de ne pas remarquer la coïncidence avec la parution, le même jour, d'un entrefilet venimeux dans l'Humanité, qualifiant les trotskystes d'agents de la Gestapo, demandant leur arrestation et s'indignant « qu'ils osent demander la parution légale de leur torchon ». Ce n'est pas ici la place de répondre aux calomnies de l'Humanité ; elle devra en rendre compte devant les tribunaux et devant le jury d'honneur dont nous demandons la constitution au Comité National de la Résistance. Nous ne cherchons pas à convulser l'Humanité. Mais nous savons que ses calomnies répétées ont pu finir par jeter la suspicion parmi les démocrates sincères qui connaissent mal les luttes au sein de la classe ouvrière et de ses partis. C'est à eux que nous voulons rappeler les combats menés par notre mouvement depuis plus de quatre ans et dont ont été les porte-paroles, non seulement les 73 numéros clandestins de La Vérité, mais encore plusieurs dizaines de publications doctrinales ou d'agitation, centrales, régionales, locales ou d'usines.

Depuis 1928...

La guerre incessante que nous menons contre le fascisme et contre le capitalisme qui l'engendre ne date du reste pas de 1940. Depuis 1928, Trotsky tira le signal d'alarme pour que l'Internationale Communiste mette au premier plan de son activité la lutte contre le fascisme, notamment en Allemagne. Alors que la direction de l'Internationale Communiste considérait les démocrates et socialistes comme une seule masse fasciste et social-fasciste, Trotsky et notre organisation internationale étaient seuls à dénoncer Hitler comme le « super-Wrangel européen » et l'ennemi n° 1 contre lequel devait se souder le Front Unique de toutes les organisations ouvrières.

Notre Parti s'est constitué en 1936, précisément en revendiquant l'armement du peuple et la Milice Ouvrière pour écraser la vermine fasciste, alors que les partis ouvriers « tendaient la main » à Xavier Vallat en plein Parlement. Notre Parti s'est constitué en 1936 en avertissant : Si la classe ouvrière

renverse pas le capitalisme, nous allons inévitablement à la guerre et au fascisme. Nous avons eu effectivement la guerre, Hitler et le fascisme.

Le premier organe qui « résistait » à Hitler

On nous demande si La Vérité a été un organe « résistant » depuis quatre ans ? Le premier numéro de La Vérité parut ronéoté, dans la clandestinité, dès le mois d'août 1940. Il existait alors un autre organe clandestin : l'Humanité, mais tous les parisiens se souviennent que l'Humanité était alors distribué dans les rues avec le consentement tacite de l'occupant et qu'elle fit du reste une demande officielle pour paraître légalement. Elle paraissait alors sans une seule ligne contre l'occupation allemande en vertu des accords germano-russes qu'elle défendait chaudement. Au contraire, La Vérité qui portait en manchette : « Ni Pétain, ni Hitler, gouvernement ouvrier et paysan » attaquait violemment le nazisme, dénonçait la razzia des marchandises, appelait au regroupement contre le fascisme des deux côtés de la ligne de démarcation, etc... A notre connaissance, LA VÉRITÉ ÉTAIT LE PREMIER ORGANE RÉSISTANT.

Notre lutte

Pendant quatre ans, dans 19 numéros ronéotés et 54 imprimés, La Vérité mena campagne contre le fascisme et l'impérialisme occupant. Ses campagnes furent orientées dans le sens suivant :

1°) LUTTE CONTRE LE FASCISME :

C'est à cette lutte qu'était consacré le premier éditorial de La Vérité ; au cours de toute sa parution il n'y a pas un seul numéro de La Vérité où elle ait été abandonnée,

signalons du reste que dès les premiers mois de l'occupation, nos camarades jeunes, organisés contre les bandes fascistes, assuraient la défense physique de la dernière organisation libre de la jeunesse, le C.L.A.J. (Auberges de Jeunesse) dont les autorités nazies prononcèrent bientôt la dissolution et arrêtèrent les dirigeants.

2°) LUTTE CONTRE LE RACISME ET L'ANTI-SEMITISME :

Également depuis le premier numéro.

3°) LUTTE POUR LE DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MEMES :

Ce droit étant valable pour tous les peuples, y compris ceux des colonies.

4°) LUTTE CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE :

Nous avons lutté de toutes nos forces contre la guerre impérialiste qui, comme le rappelle le Franc-Tireur, est le fruit de l'ensemble du régime capitaliste, en appelant les ouvriers de tous les pays à s'unir pour chasser leur bourgeoisie. C'est pourquoi notre manchette porte « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », c'est pourquoi notre doctrine ressemblait à celle des Etats-Unis Socialistes du Monde, qui seuls, pourront empêcher le retour du fascisme et de la guerre, c'est pourquoi aussi nous avons dénoncé les manœuvres de l'impérialisme occupant pour faire payer aux peuples travailleurs les frais de la guerre impérialiste.

5°) LUTTE POUR LA FRATERNISATION :

Nous avons appelé les soldats allemands à retourner leurs armes contre leurs officiers et à fraterniser avec les travailleurs d'Europe, tandis que nous appelions en même temps les travailleurs de ce pays à

EDITORIAL

On parle de la

démocratie

Il y a eu des gens qui sont morts sur les barricades. D'autres ont été collés aux poteaux d'exécution et fusillés. Des milliers de militants et de maquisards ont donné leur vie ou leur liberté. Pourquoi ? Ils avaient au moins un but commun : celui de reconquérir leur droit à la parole, celui d'en finir avec la « censure » et ces demi-libertés octroyées par des gouvernements dont le but était de baillonner le plus possible la classe ouvrière.

Il paraît que tous les sacrifices consentis ne sont pas encore suffisants, puisque même la presse gaulliste de Paris doit encore passer par les bureaux de la censure.

Cogniot dans l'Humanité et Bidoux dans Le Populaire ont été à l'avant-garde d'une protestation de la presse parisienne contre les méfaits d'Anastase. Les journaux bourgeois anglais eux-mêmes, en particulier le News Chronicle, se sont « émus » des limitations apportées en France à la liberté de la presse. Cogniot a d'ailleurs souligné que celles-ci ne provenaient pas seulement de la censure, mais encore des manœuvres du trust du papier qui livrait ses stocks au compte-gouttes.

Quoi qu'il en soit, cette conception de la liberté de la presse provoque l'interdiction de s'exprimer pour tout journal d'opposition, attaché véritablement à la défense des intérêts ouvriers, dévoué entièrement à la cause de la révolution prolétarienne. Notre journal La Vérité est encore interdit à l'heure actuelle.

En dehors du fait que cette mesure est scandaleuse, car elle s'exerce contre un parti qui a chèrement payé sa lutte contre le régime de Pétain et d'Hitler, elle montre en même temps que cette liberté totale pour la presse ouvrière qui a été le mot d'ordre général de tous les militants communistes stalinien, communistes internationalistes, socialistes, syndicalistes pendant cinq ans, que cette liberté, la classe ouvrière ne l'a pas conquise entièrement.

On parle beaucoup de la démocratie, mais les actes sont loin d'être probants : à tel point que le journal Combat a souligné ces derniers jours dans sa revue

de presse l'insignifiance des quotidiens et des hebdomadaires parisiens. Est-ce étonnant ? Tous rivalisent d'épithètes et de superlatifs dans la louange officielle et les phrases chauvines, tous placardent un programme tellement imprécis que personne, à proprement parler, ne saurait distinguer entre celui de l'organe de l'O.C.M., Le Parisien Libéré, et l'organe du Parti Communiste Français, l'Humanité.

Il faut en finir avec la censure, il faut en finir avec le baillon pour les courants révolutionnaires, il faut en finir avec la dictature du trust du papier : pour cela, l'action des masses ouvrières est nécessaire.

Dans les syndicats, dans les Comités d'usine, dans les partis ouvriers, les travailleurs doivent immédiatement mettre en application les principes de la démocratie prolétarienne et protester contre toutes les limitations apportées aux possibilités d'expression de la classe laborieuse.

Nous avons dit dans un tract récent « Vivent les Comités d'usines » : ce que nous entendions par démocratie prolétarienne :

« Après les années d'oppression et de clandestinité les travailleurs souffrent et veulent s'exprimer, ils veulent prendre eux-mêmes en mains leur propre sort. Par l'élection des Comités, ils ont constitué la meilleure forme de direction restant sous leur contrôle. Les Comités sont constitués par les délégués des ateliers et services qui élisent parmi eux un bureau. Mais ces délégués et ce bureau restent sous le contrôle permanent de tous les travailleurs.

« Les délégués et le bureau sont révoquables à tout instant par les assemblées d'atelier et d'usine. Ils sont tenus de rendre des comptes permanents de leur activité devant les assemblées. Au moins chaque semaine se réunit une assemblée générale qui décide de la marche à suivre.

« De plus, dans quelques entreprises (JUMO, S.A.C.A.M., etc...), et cet exemple sera suivi de toutes, le Comité a installé un Journal mural où toutes ses décisions, tous ses comptes, tous ses pourparlers avec la

(suite page 2, 3^e colonne)

MORTS pour le COMMUNISME

Paul Wintley

MILITANT révolutionnaire allemand, membre du Comité Central du Parti Communiste Internationaliste (Section belge de la IV^e Internationale), puis dirigeant du groupe allemand de la IV^e Internationale. Arrêté en juillet, frappé et torturé par les brutes de la Brigade Spéciale, il refuse de dénoncer ses camarades. Il est alors abattu de trois balles de revolver : ses bourreaux le laissent pour mort dans le bois de Vincennes. Son corps est découvert par des gardes forestiers qui le font transporter à l'hôpital Rothschild. Il n'est que grièvement blessé et un chirurgien dévoué réussit à le sauver. Malheureusement, le directeur de l'hôpital, un agent de la Gestapo nommé Marcovici, le dénonce à nouveau et on revient chercher notre camarade pour l'emmener à l'hôpital de la Pitié.

Depuis, nous n'avons plus de nouvelles, mais tout laisse supposer que celui qui a été l'un des meilleurs défenseurs de la fraternisation révolutionnaire entre les travailleurs français et allemands, est tombé victime de la barbarie des nazis français.

Van Hulst

JEUNE ouvrier de Suresnes, ex-membre des Jeunesses Communistes, passé à la IV^e Internationale en 1943. Van Hulst, très estimé par ses camarades

de travail, par les militants des Jeunesses Communistes, par les camarades du Parti, est tombé, frappé d'une balle en plein front dans la lutte contre les miliciens de Dornand.

Henri-Roger (Kunstlenger)

NOS camarades de Lyon nous apprennent la mort de Henri Roger, arrêté le 10 août 1944 et fusillé par les S.S. Henri Roger était un militant de grande valeur. Responsable dans les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires (IV^e Internationale) en 1937, secrétaire des Jeunesses Socialistes Ouvrières et Paysannes en 1939, il avait mené avec nous la dure lutte illégale et passé au travers de cent dangers. Il avait accompli son travail révolutionnaire, en particulier dans l'organisation d'Auberges de la Jeunesse de zone Sud les « Camarades de la Route », où il était très aimé et apprécié.

Il a été arrêté au moment où, mandaté par notre Comité Central, il prenait en main l'organisation du Parti en zone Sud durant la « période critique ».

Après celles de Meichler, Guéguen, Bourhis, Lebacher et Crau de Nantes, ces trois morts nous commandent de redoubler de foi et d'énergie dans notre lutte pour la révolution prolétarienne.